

Les États-Unis et la Chine pourraient-ils basculer dans la guerre ?

4 avril 2021, Par Michael T. Klare, <https://responsiblestatecraft.org/2021/04/04/could-the-us-and-china-stumble-into-war/>



150512-N-VO234-008 MER DE CHINE DU SUD L'aviateur naval (hélicoptère tactique) de 2e classe Ian Carpenito, affecté à l'escadron d'hélicoptères d'attaque maritime (HSM) 35, observe le navire de combat littoral USS Fort Worth (LCS 3) alors qu'il effectue des patrouilles de routine dans les eaux internationales de la mer de Chine du Sud, près des îles Spratleys. (Photo de l'U.S. Navy par Mass Communication Specialist 2nd Class Conor Minto/Released)

Les dirigeants de la Chine et des États-Unis ne cherchent certainement pas à se faire la guerre. Tant l'administration Biden que le régime du président chinois Xi Jinping considèrent le renouveau économique et la croissance comme leurs principaux objectifs. Tous deux sont bien conscients du fait que tout conflit entre eux, même limité à l'Asie et mené avec des armes non nucléaires – ce qui n'est pas gagné d'avance – entraînerait des dommages régionaux catastrophiques et pourrait mettre l'économie mondiale à genoux. Aucun des deux camps n'a donc l'intention de déclencher délibérément une guerre. Cependant, chacun d'entre eux est pleinement déterminé à prouver sa capacité à entrer en guerre en cas de provocation et est donc prêt à jouer au plus fort dans les eaux (et l'espace aérien) au large des côtes chinoises. Ce faisant, chacun rend le déclenchement d'une guerre, même involontaire, de plus en plus probable.

L'histoire nous apprend que les conflits ne commencent pas toujours grâce à une planification et une intention. Certains, bien sûr, commencent ainsi, comme ce fut le cas, par exemple, de l'invasion de l'Union soviétique par Hitler en juin 1941 et des attaques du Japon contre les Indes orientales néerlandaises et Pearl Harbor en décembre 1941. Plus souvent, cependant, des pays se sont retrouvés mêlés à des guerres qu'ils avaient bien espéré pouvoir éviter.

C'est ce qui s'est passé en juin 1914, lorsque les principales puissances européennes - la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Russie et l'Empire austro-hongrois - se sont retrouvées embarquées dans la Première Guerre mondiale. Suite à un acte de terreur extrémiste (l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche et de son épouse Sophie par des nationalistes serbes à Sarajevo), elles ont mobilisé leurs forces et lancé des ultimatums dans l'espoir que leurs rivaux feraient marche arrière. Aucun ne l'a fait. Au lieu de cela, un conflit à l'échelle du continent a éclaté, avec des conséquences catastrophiques.

Malheureusement, nous risquons fort d'être confrontés à une situation très similaire dans les années à venir. Les trois grandes puissances militaires de l'ère actuelle - la Chine, les États-Unis et la Russie - se comportent sinistrement comme leurs homologues de cette période du passé. Toutes trois déploient des forces aux frontières de leurs adversaires, ou des principaux alliés de ceux-ci, et montrent leurs muscles dans des « démonstrations de force » destinées à intimider leur(s) adversaire(s), tout en affichant leur volonté d'engager le combat si leurs intérêts étaient menacés. Comme dans la période ayant précédé 1914, ces manœuvres agressives présentent un degré élevé de risque en ce qui concerne la possibilité de provoquer un affrontement accidentel ou involontaire qui pourrait déboucher sur un combat à grande échelle ou même, au pire, sur une guerre mondiale.



Mer de Chine Méridionale

Des manœuvres, réelles provocations militaires se produisent maintenant presque tous les jours le long de la frontière entre la Russie et les puissances de l'OTAN en Europe et dans les eaux au large de la côte orientale de la Chine. Il y aurait beaucoup à dire sur les dangers d'escalade que ces manœuvres entraînent en Europe, mais concentrons-nous plutôt sur la situation autour de la Chine, où le risque d'un affrontement accidentel ou involontaire ne cesse de croître. N'oublions pas que, contrairement à l'Europe, où les frontières entre la Russie et les pays de l'OTAN sont raisonnablement bien marquées et où toutes les parties prennent bien soin d'éviter les intrusions, les frontières entre les territoires chinois et les territoires américains ou alliés des États Unis en Asie sont souvent très contestées.

La Chine affirme que sa frontière orientale s'étend loin dans le Pacifique - suffisamment loin pour englober l'île indépendante de Taïwan (qu'elle considère comme une province rebelle), les îles Spratleys et Paracels situées dans la mer de Chine méridionale (toutes revendiquées par la Chine, mais certaines également par la Malaisie, le Vietnam et les Philippines), et les îles Diaoyutai (revendiquées à la fois par la Chine et le Japon, qui les nomme les îles Senkaku). Les États-Unis sont liés par des traités avec le Japon et les Philippines, et ils ont aussi une obligation législative de contribuer à la défense de Taïwan (grâce à la loi sur les relations avec Taïwan adoptée par le Congrès en 1979), d'autre part les administrations successives ont toujours affirmé que les revendications de la Chine concernant l'extension de ses

frontières étaient illégitimes. Il existe donc une vaste zone de territoires contestés, qui couvrent les mers de Chine orientale et méridionale - des endroits où les navires et les avions de guerre américains et chinois se croisent de plus en plus de manière inquiétante et complexe, tout en se tenant prêts au combat.

Repousser les limites (et les défier)

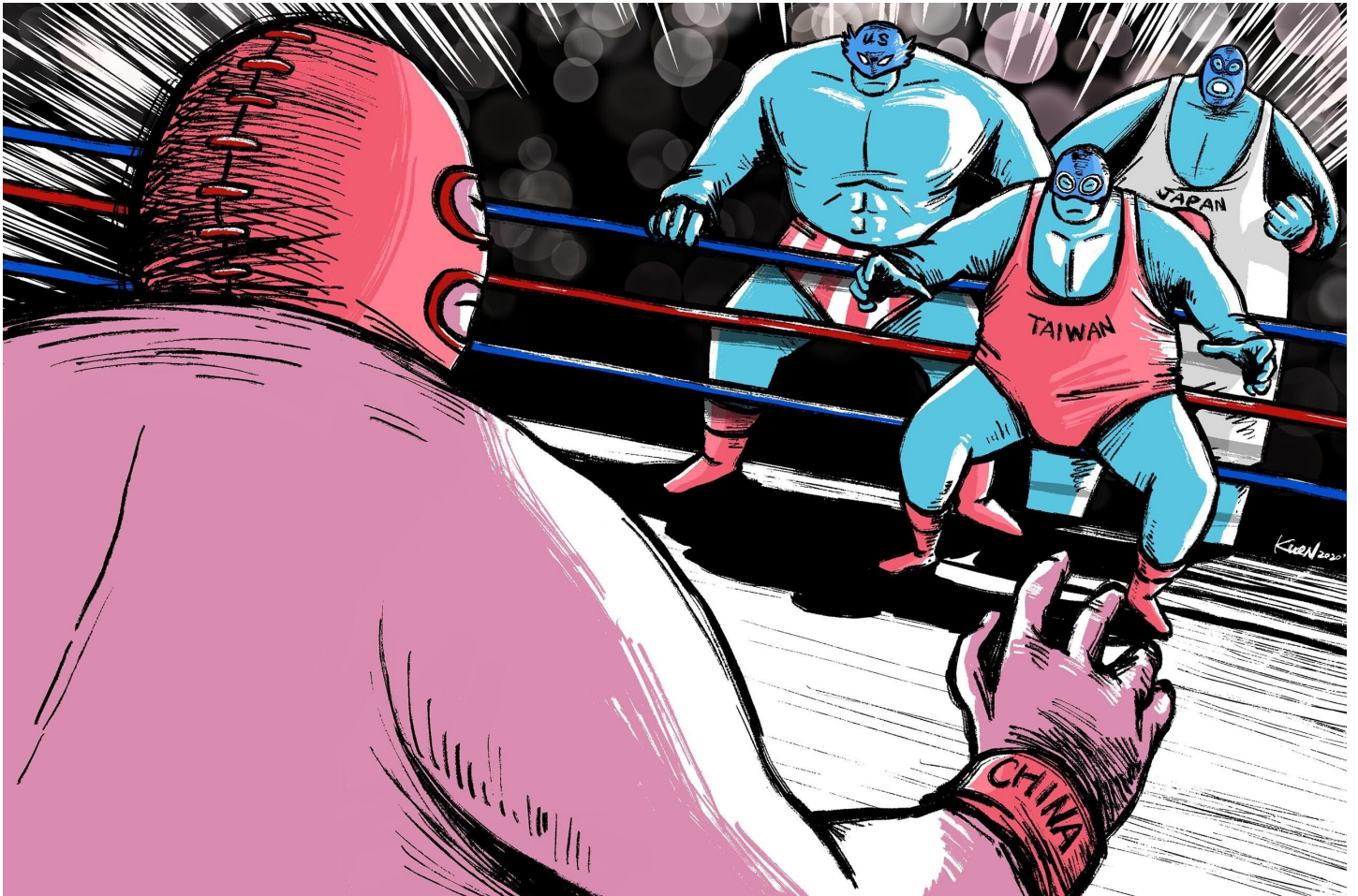
Les dirigeants des États-Unis et de la Chine sont chacun déterminés à ce que leur propre pays défende ce qu'il définit comme ses intérêts stratégiques dans ces zones contestées. Pour Pékin, cela signifie affirmer sa souveraineté sur Taïwan, les îles Diaoyutai et les îles de la mer de Chine méridionale, ainsi que démontrer sa capacité à conquérir et à défendre ces territoires face à d'éventuelles contre-attaques japonaises, taïwanaises ou américaines. Pour Washington, cela signifie dénier toute légitimité aux revendications de la Chine et s'assurer que les dirigeants de celle-ci ne peuvent les concrétiser par des moyens militaires. Les deux parties reconnaissent que des aspirations aussi contradictoires ne peuvent se résoudre que dans un conflit armé. Toutefois, à défaut d'une guerre, chacun des deux semble vouloir voir jusqu'où peut aller la provocation, tant diplomatiquement que militairement, sans qu'il y ait déclenchement de la réaction en chaîne aboutissant à un désastre.



Donald Trump

Sur le front diplomatique, les représentants des deux parties se sont livrés à des attaques verbales de plus en plus virulentes. Celles-ci ont commencé à s'intensifier dans les dernières années de l'administration Trump, lorsque le président a abandonné son affection supposée pour Xi Jinping et a commencé à bloquer l'accès de grandes entreprises de télécommunications chinoises, comme Huawei, aux technologies américaines, cela venant s'ajouter aux droits de douane dissuasifs qu'il avait déjà imposés sur la plupart des exportations de ce pays vers les États-Unis. Sa grande offensive finale contre la Chine sera menée par le secrétaire d'État Mike Pompeo, qui a dénoncé le leadership de ce pays en des termes cinglants, tout en remettant en cause ses intérêts stratégiques dans des zones contestées.

Dans une déclaration de juillet 2020 au sujet de la mer de Chine méridionale, par exemple, Pompeo a vertement tancé la Chine pour son comportement agressif dans la région, soulignant les " intimidations " répétées de Pékin envers les autres parties revendiquant des îles de cette mer. Pompeo est toutefois allé au-delà de la simple insulte. Il a considérablement renforcé la menace de conflit, affirmant que « l'Amérique se tient aux côtés de ses alliés et partenaires d'Asie du Sud-Est pour protéger leurs droits souverains en matière de ressources offshore, conformément à ses droits et obligations en vertu du droit international » - un langage clairement destiné à justifier le recours futur à la force par des navires et des avions américains pour aider des États amis « harcelés » par la Chine.



Les belligérants montrent leurs muscles

Pompeo a également voulu provoquer la Chine sur la question de Taïwan. Dans l'un des derniers actes de son mandat, le 9 janvier, il a officiellement levé les restrictions en place depuis plus de 40 ans concernant l'engagement diplomatique des États-Unis avec le gouvernement de Taïwan. En 1979, lorsque l'administration Carter a rompu toute relation avec Taipei et établi des liens avec le régime de la Chine continentale, elle a interdit aux responsables gouvernementaux d'avoir des rencontres avec leurs homologues de Taïwan, une pratique qui s'est poursuivie au cours de toutes les administrations depuis lors. Cette mesure était considérée comme faisant partie de l'engagement de Washington en faveur d'une politique pour une « Chine unique », selon laquelle Taïwan était considérée comme une partie inséparable de la Chine (même si la nature de sa future gouvernance devait rester négociable).

En autorisant à nouveau les contacts de haut niveau entre Washington et Taipei plus de quatre décennies plus tard, Pompeo a de fait rompu cet engagement. De cette façon il a fait savoir à Pékin que Washington était prêt à approuver une démarche officielle de Taïwan vers l'indépendance - un geste qui provoquerait à coup sûr une tentative d'invasion chinoise (ce qui, à son tour, augmenterait la probabilité que Washington et Pékin se retrouvent dans une situation de guerre).

L'administration Trump a également pris des mesures concrètes sur le front militaire, notamment en multipliant les manœuvres navales en mer de Chine méridionale et dans les eaux autour de Taïwan. Les Chinois y ont répondu par un discours ferme et des activités militaires accrues. En réponse, par exemple, à un voyage à Taipei en septembre dernier du sous-secrétaire d'État aux affaires économiques Keith Krach, le plus haut responsable du département d'État à s'être rendu en visite officielle sur l'île depuis 40 ans, la Chine a lancé plusieurs jours de manœuvres aériennes et maritimes agressives dans le détroit de Taïwan. Selon le porte-parole du ministère chinois de la défense, Ren Guoqiang, ces manœuvres étaient « une action logique et nécessaire visant à protéger la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale dans la situation actuelle du détroit de Taïwan ». Parlant des contacts diplomatiques croissants de l'île avec les États-Unis, il a ajouté : « À trop jouer avec le feu on se brûle ! »

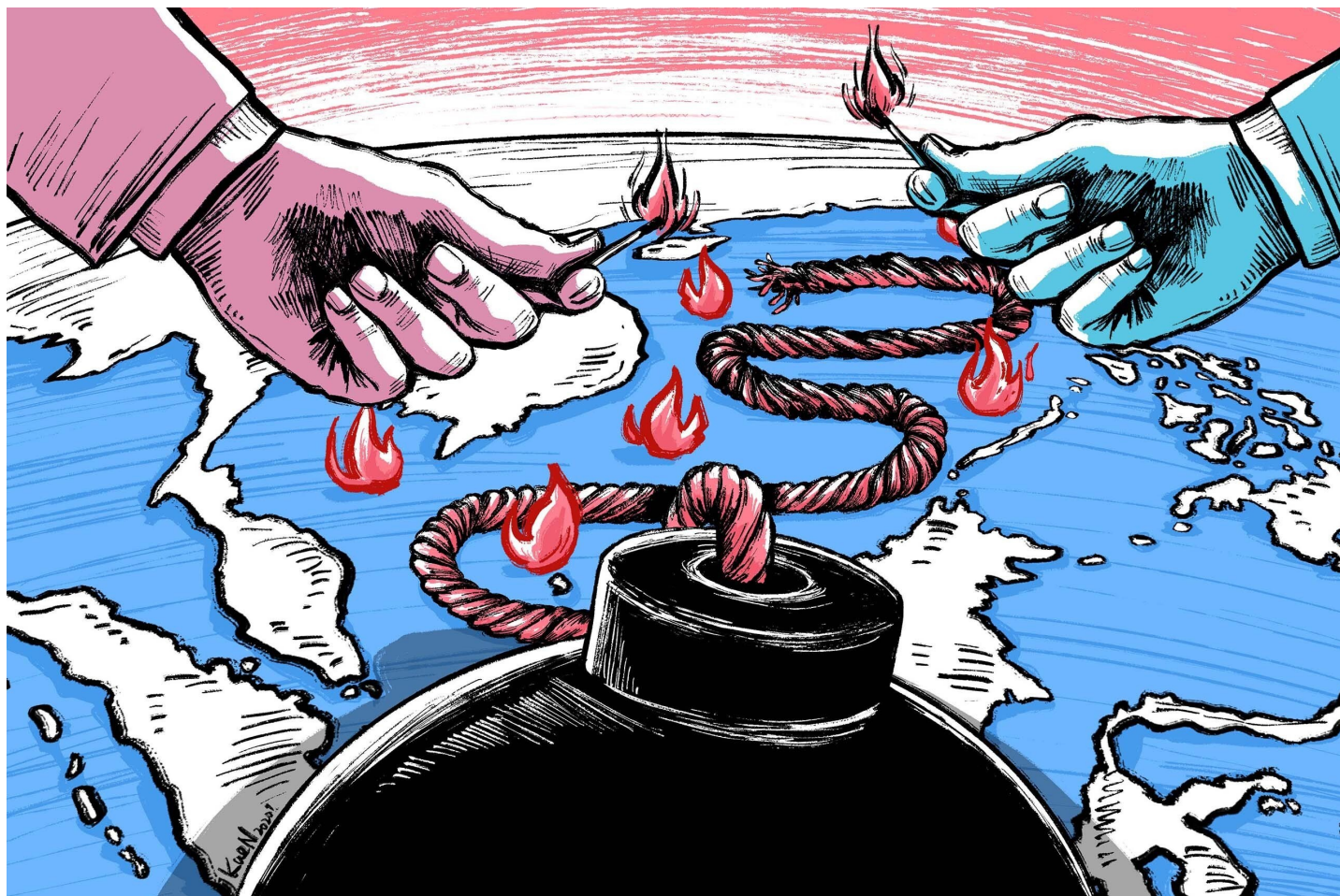
Aujourd'hui, alors que Trump et Pompeo ne sont plus en fonction, la question se pose : comment l'équipe Biden va-t-elle aborder ces questions ? À ce jour, la réponse est : à peu près comme l'administration Trump. Lors de la première rencontre de haut niveau de l'ère Biden entre les responsables américains et chinois, au cours d'une réunion à Anchorage, en Alaska, les 18 et 19 mars, le nouveau secrétaire d'État Antony Blinken a profité de son discours d'ouverture pour fustiger les Chinois, exprimant de « profondes inquiétudes » quant au comportement de la Chine concernant les mauvais traitements qu'elle inflige à la minorité ouïgoure dans la province du Xinjiang, à Hong Kong et son approche de plus en plus agressive vis à vis de Taïwan. De telles actions, a-t-il dit, « menacent l'ordre fondé sur des

règles qui maintient la stabilité mondiale ». Blinken a proféré des griefs similaires dans d'autres contextes, tout comme l'ont fait les hauts responsables nommés par Biden à la CIA et au ministère de la Défense. De manière révélatrice, au cours des premiers mois de son mandat, c'est au même rythme que l'administration Trump au cours de ses derniers mois, que l'administration Biden a donné son feu vert à des manœuvres, réelles provocations militaires, dans les eaux asiatiques contestées.

La « diplomatie de la canonnière » d'aujourd'hui

Dans les années qui ont précédé la Première Guerre mondiale, il était courant que les grandes puissances déploient leurs forces navales dans les eaux proches de leurs adversaires ou d'États clients rebelles à l'époque du colonialisme, afin de faire savoir la probabilité d'une action militaire punitive si certaines exigences n'étaient pas satisfaites. Les États-Unis ont eu recours à cette « politique de la canonnière », comme on l'appelait à l'époque, pour contrôler la région des Caraïbes, en forçant la Colombie, par exemple, à céder le territoire sur lequel Washington voulait construire un canal reliant les océans Atlantique et Pacifique. Aujourd'hui, la diplomatie de la canonnière est à nouveau bien vivante dans le Pacifique, la Chine et les États-Unis adoptant toutes deux ce même comportement.

La Chine utilise désormais régulièrement sa marine et ses garde-côtes de plus en plus puissants pour intimider les autres parties réclamant des îles qui, selon elle, lui appartiennent dans les mers de Chine orientale et méridionale - le Japon dans le cas des Senkakus, et la Malaisie, le Vietnam et les Philippines dans le cas des Spratleys et des Paracels. Dans la plupart des cas, cela signifie qu'elle envoie sa marine et ses garde-côtes chasser les bateaux de pêche de ces pays des eaux entourant les îles revendiquées par la Chine. Dans le cas de Taïwan, la Chine a utilisé ses navires et ses avions de manière menaçante pour faire savoir que toute tentative de déclaration d'indépendance entraînerait une réponse militaire sévère.



Exercices à caractère provocateur en mer de Chine méridionale

Pour Washington, à l'ère de Biden, les manœuvres militaires audacieuses dans les mers de Chine orientale et méridionale sont une façon de dire que, quelle que soit la distance qui sépare ces eaux des États-Unis, Washington et le Pentagone ne sont toujours pas prêts à en céder le contrôle à la Chine. Cela est particulièrement manifeste en mer de Chine méridionale, où la marine et l'armée de l'air américaines mènent régulièrement des exercices à caractère provocateur et des démonstrations de force visant à montrer que les États-Unis sont toujours en capacité de dominer la région - c'est ce qu'il s'est passé en février, lorsque deux escadres mixtes ont été envoyées dans la région. Pendant plusieurs jours, les porte avions USS Nimitz et USS Theodore Roosevelt, accompagnés de leurs flottes de croiseurs et de destroyers, ont mené des opérations de combat fictives à proximité d'îles revendiquées par la Chine. « Grâce à des

opérations de ce type, nous nous assurons d'être tactiquement performants pour relever le défi du maintien de la paix et nous pouvons continuer de montrer à nos partenaires et alliés de la région que nous sommes déterminés à défendre un espace Indo-Pacifique libre et ouvert», a expliqué, à propos de ces actions nettement belliqueuses, le contre-amiral Doug Verissimo, commandant du Roosevelt Carrier Strike Group [Un Carrier strike group (CSG) est une formation opérationnelle de la marine des États-Unis. Le groupe est composé d'environ 7 500 marins, un porte-avions, au moins un croiseur, une escadre de destroyers DESRON composée d'au moins deux destroyers, d'un Carrier Air Wing de 65 à 70 avions. Un Carrier strike group peut comprendre également, un à deux sous-marins, des navires attachés à la logistique et un navire de ravitaillement,Ndt].

La marine a également intensifié ses patrouilles de destroyers dans le détroit de Taïwan afin de montrer que toute éventuelle tentative d'invasion de Taïwan par la Chine entraînerait une réponse militaire de grande ampleur. Depuis l'investiture du président Biden, la marine a déjà effectué trois patrouilles de ce type : menées par l'USS John S. McCain le 4 février, par l'USS Curtis Wilbur le 24 février et par l'USS John Finn le 10 mars. À chaque fois, la marine a insisté sur le fait que ces missions visaient à démontrer que l'armée américaine « continuerait de voler, naviguer et opérer partout où le droit international l'autorise ».

Généralement, lorsque la marine américaine se montre provocatrice par des manœuvres de ce type, l'armée chinoise - l'Armée populaire de libération, ou APL - répond en envoyant ses propres navires et avions pour défier les navires américains. Cela se produit régulièrement en mer de Chine méridionale, toutes les fois que la marine mène ce qu'elle appelle des « opérations de défense de la liberté de navigation », ou FONOP, dans les eaux proches d'îles revendiquées (et parfois construites) par la Chine, dont certaines ont été transformées en petites installations militaires par l'APL. En réponse, les Chinois envoient souvent un ou plusieurs de leurs propres navires pour escorter – pour exprimer cela en termes aussi polis que possible - le navire américain hors de la zone. Ces rencontres se sont parfois révélées excessivement dangereuses, notamment lorsque les navires se rapprochent suffisamment pour qu'il y ait un risque de collision.

En septembre 2018, par exemple, un destroyer chinois s'est approché à moins de 40 mètres du destroyer à missiles guidés USS Decatur lors d'une mission FONOP de ce type, près de Gavin Reef, dans les îles Spratleys, obligeant le Decatur à changer brusquement de cap. S'il ne l'avait pas fait, une collision aurait pu se produire, des vies auraient pu être perdues et un incident aux conséquences imprévisibles aurait été provoqué. « Vous êtes sur [une] trajectoire dangereuse », aurait communiqué par radio le navire chinois au navire américain peu avant la rencontre. « Si vous ne changez pas de cap, [vous] en subirez les conséquences. »

Que se serait-il passé si le capitaine du Decatur n'avait pas changé de cap ? Lors de cette particulière occasion, le monde a eu de la chance : le capitaine a agi rapidement et a évité le danger. Mais qu'en sera-t-il la prochaine fois, avec des tensions en mer de Chine méridionale et autour de Taïwan à un niveau bien plus élevé qu'en 2018 ? Cette chance pourrait ne pas se reproduire et une collision, ou l'utilisation d'armes pour l'éviter, pourrait déclencher une action militaire immédiate de part et d'autre, suivie d'un cycle d'escalade potentiellement imprévisible de contre-mouvements menant on ne sait où.

Dans de telles circonstances, une guerre que personne ne souhaite entre les États-Unis et la Chine pourrait soudainement éclater, par pur hasard - une guerre que cette planète ne peut tout simplement pas se permettre. Il est infiniment triste de constater que la combinaison d'une rhétorique enflammée au niveau diplomatique et d'une propension à soutenir un tel discours par des actions militaires agressives dans des zones hautement contestées semble toujours figurer en tête de l'agenda sino-américain.

Les dirigeants chinois et américains se livrent actuellement à un combat de coqs qui ne pourrait être plus dangereux pour les deux pays et la planète. N'est-il pas temps que la nouvelle administration Biden et son homologue chinoise comprennent plus clairement et plus sérieusement que leurs comportements et décisions hostiles pourraient avoir des conséquences imprévisibles et catastrophiques ? Un langage acerbe et des manœuvres militaires de provocation - même s'il s'agit uniquement d'envoyer un message politique - pourraient précipiter une issue désastreuse, tout comme un comportement identique en 1914 a mené à la gigantesque tragédie de la Première Guerre mondiale.